

FICHIER 2 2026 B 36

APPEL / PÉTITION

NON À LA PRIVATISATION DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL POUR UNE ÉCOLE RÉPUBLICAINE, LAÏQUE ET ÉMANCIPATRICE

Nous, soussignés, citoyens, enseignants, personnels de l'éducation, parents d'élèves, élèves, chercheurs, syndicalistes, membres d'associations et élus,

Constatant que les déclarations récentes du secrétaire général de l'Enseignement catholique, Guillaume Prévost, lors de la conférence de presse de rentrée 2026, fixent un cap politique sans précédent : « 80% d'une génération dans une voie professionnalisante », développement massif de l'apprentissage, affirmation d'une « responsabilité éducative des entreprises » et partenariat étroit avec le monde économique ,

Considérant que ces orientations dessinent un projet de transformation profonde du système éducatif, dans lequel l'entreprise devient un acteur central de l'éducation et un réseau privé confessionnel s'érige en architecte d'une doctrine nationale de l'enseignement professionnel ,

Affirmant que l'École de la République ne peut être fragmentée, privatisée et soumise aux seules logiques du marché du travail ; que la laïcité, l'égalité républicaine et l'émancipation par le savoir doivent rester les principes fondateurs du service public d'éducation ;

Exigeons des pouvoirs publics :

1. Le **maintien et le renforcement d'un enseignement professionnel public, laïque et gratuit**, doté de moyens humains et matériels à la hauteur des enjeux.
2. Le **plafonnement national de la part de l'apprentissage en lycée professionnel**, avec garantie d'un socle d'heures d'enseignement général pour tous les élèves.
3. La **transparence et le contrôle des partenariats entre établissements et entreprises**, y compris dans les établissements privés sous contrat.

4. La **revalorisation des professeurs de lycée professionnel**, par une amélioration de leurs rémunérations, de leurs conditions de travail et de leur formation continue.
5. Le **respect strict de la laïcité** et l'interdiction de toute stratégie éducative nationale portée par un réseau privé confessionnel.
6. La **refondation de l'enseignement professionnel** autour d'une formation générale exigeante et d'une culture commune pour tous.
7. Un **plan national de lutte contre l'effondrement PISA**, fondé sur la réduction des inégalités et le renforcement des moyens, sans instrumentalisation des résultats scolaires.

Nous refusons que l'École de la République devienne une annexe de l'entreprise ou le prolongement d'un réseau confessionnel.

Nous refusons que 80% d'une génération soient canalisés vers des voies professionnalisantes au nom de la seule insertion professionnelle.

Nous refusons que l'État se retire de son rôle de garant des finalités éducatives et de l'égalité républicaine.

Nous appelons les pouvoirs publics à reprendre pleinement leurs responsabilités et à défendre une École publique, laïque, égalitaire et émancipatrice.

ASVPNF, 12 septembre 2026